des épargnes, ouvert par la banque des marchands, à son bureau d'affaires, tenu par notre concitoyen, M. Barbeau.

Le gouvernement et les institutions monétaires, de tous genres qui fournissent ainsi aux citoyens l'occasion de rendre productives les légères sommes que leur travail de chaque jour leur permet d'amasser, rendent un service, signalé au pays et à la population. Généralement, les émoluments de la plupart des ouvriers ne sont pas assez considérables pour pouvoir être placés à intérêt dans les maisons financières, ou être investis dans quelques transactions importantes et lucratives. Ils ne parviennent à se former un capital de quelque valeur que sur le salaire de chaque semaine. Or, ceux qui procurent à toutes les classes, le moyen de rendre productives ces parcelles de capital, pour ainsi dire, en attendant qu'elles puissent les utiliser avantageusement, rendent un service public inappréciable.

C'est aussi un œuvre politique d'un grand bon sens.

Le maintien de l'ordre dans un état la protection des citoyens, et des propriétés, c'est le but de toute politique sage et éclairée, or, en habituant les masses à l'économie, on les éloigne en même temps de l'intempérance, de l'immoralité, de toutes les occasions de désordres et de troubles; on leur donne l'amour du travail. Une fois qu'un homme a pris le chemin de la caisse d'épargne, il ne désire rien tant que de pouvoir y retourner. Il s'occupe d'amasser son petit trésor, et pour cela, il devient laborieux et range dans ses dépenses. Il devient un homme paisible s'il ne l'était déjà. Et les auteurs de troubles n'ont plus l'espoir de s'en faire un partisan. Cet homme a d'ailleurs une raison autre que celle de l'amour naturel de la paix, pour ne pas donner dans les pièges que pourraient lui dresser un ennemi de l'ordre. Il sait bien qu'avançant les bouleversements politiques, les institutions où il a disposé ses épargnes toute sa fortune, subiraient le contre coup de ces perturbations sociales. Ce n'est pas lui par conséquent qui activera la confusion, car il craindra de perdre ce qu'il a ou tant de peines à gagner. Les caisses d'épargne contribuent donc à la moralisation du peuple.

Elles sont encore d'une aussi grande utilité publique à un autre point de vue.

Prises séparément, les économies de chaque jour ne pourraient guère contribuer à l'accroissement de la richesse publique; elles ne seraient pas assez considérables. Mais, réunies, elles forment un capital immense, qui, par le moyen des institutions monétaires, s'écoule sur le marché, passe entre les mains des industriels, des négociants, et reçoit une destination fructueuse. Celui-là même qui les a faites et déposées dans les banques d'épargne, en profite; il lui est possible d'économi-

ser davantage; il bénéficie du surcroît d'activité dans le mouvement des affaires; puis il fait acte de bon citoyen en favorisant le développement des affaires commerciales en contribuant à l'accroissement de la prospérité générale.

Ces considérations peuvent ne pas frapper tout le monde. Aussi invitons-nous nos lecteurs à réfléchir sur la responsabilité qui pèse sur chaque homme libre. Tous sont tenus d'administrer les biens qui leur sont confiés avec la plus grande prévoyance, tous sont obligés de faire fructifier les revenus qui leur arrivent, de travailler pour leur famille. Le corollaire du droit aux salaires est l'obligation de ne pas les dissiper inutilement, de faire quelques épargnes pour les jours où des accidents l'empêcheront de le toucher, de se conduire de manière à ne pas être à la charge de la société quand l'âge ou les infirmités ne lui permettront plus de travailler. Personne ne peut se soustraire à cette responsabilité, et d'ailleurs, nul ne doit songer à la rejeter, car, c'est une obligation qui nous est utile, et bienfaisante: c'est un hommage rendu à la liberté de l'homme et à son intelligence.

L'importance des économies, et l'utilité des banques d'épargne s'aperçoivent encore davantage, quand l'on examine les accidents auxquels la vie est sujette. D'un moment à l'autre l'ouvrage peut manquer, les maladies peuvent se déclarer, un malheur, des pertes subites peuvent arriver; les voleurs s'introduire dans les maisons; les incendies détruire le logis et tout ce qu'il renferme; c'est alors qu'on sent le prix de la prudence qu'on a eu de faire des épargnes! Combien dans les circonstances, on éprouve de jouissance de vivre sur les réserves du passé et de ne pas être dans l'obligation de recourir à la commisération publique!

Dans tous les âges de la vie, celui de la vieillesse est le plus critique. Le jeune homme peut toujours s'il a du cœur et de la santé subvenir à ses dépenses et à celles de sa famille, lui vient-ils des revers, il possède assez de force morale pour les supporter. Mais le vieillard n'a plus rien de cela; affaibli par le poids des années, son esprit et ses membres lui refusent l'énergie, l'activité, les consolations, la perspective d'alléger ses souffrances, et pourtant c'est à cette époque de la vie que ses besoins sont plus nombreux, et moins indispensables. S'il n'a pas eu, lors qu'il était dans toute sa vigueur, la prévoyance de faire des réserves, il tombe à la charge de sa famille, des hôpitaux, du public qui n'est pas toujours prêt à le recevoir. En déposant à la caisse d'épargne, on peut prévenir ces humiliations, ces souffrances.

Nous invitons tout le monde à réfléchir sur ces considérations. Les ouvriers et les cultivateurs, qui gardent souvent

chez eux pendant assez longtemps de fortes sommes, les journaliers eux-mêmes, peuvent profiter des avantages que leur offrent les différentes caisses d'épargne établies dans notre ville.

Les Fabriques agiraient sagement si elles déposaient à la banque tous leurs fonds, aussitôt qu'elles les touchent.

Enfin, tous ceux qui reçoivent plus qu'ils ne dépensent doivent mettre à l'abri des accidents le surplus de leurs fonds, et le rendre productif. Et chacun doit songer à économiser, le jeune homme comme le chef de famille.

C'est ainsi qu'on se prépare à un heureux avenir.

Qu'on songe toujours que le capital n'est que du travail amassé. Chaque jour, qu'on s'efforce de mettre quelque chose de côté; qu'on retranche quelques dépenses frivoles.

Que la modicité de l'épargne n'arrête personne. Quand même on n'économiserait que quelques sous chaque mois ce sera autant qu'à la fin de l'année on possèdera, et qui se serait déposé sans qu'on s'en aperçut, si l'on n'avait pas eu la prévoyance de le déposer à la caisse d'épargne. C'est un moyen sûr de s'accoutumer à l'économie.

La banque des marchands reçoit tous les montants, à cinq pour cent d'intérêt et on peut retirer son dépôt quand on le veut.

L'EXPOSITION PROVINCIALE.

Les 12, 13, 14 et 15 septembre prochain aura lieu à Québec l'exposition industrielle et agricole.

Nous croyons à propos d'engager tous nos compatriotes qui peuvent exposer quelque échantillon de leur industrie de ne pas se tenir à l'écart. Les expositions sont visitées par des étrangers; or, ces visiteurs rapportent du pays où elles ont lieu une opinion d'autant plus favorable de ces pays, qu'ils voient plus d'objets remarquables par leur fini et leur perfection.

Les produits du Canada ont toujours été appréciés grandement même dans les expositions universelles. Il importe que nous nous maintenions à cette hauteur; que nous fassions même voir un progrès sur les années précédentes. Les efforts qui seront faits dans ce sens nous rapporteront des bénéfices incalculables.

Pour donner plus d'informations aux intéressés, nous reproduisons la circulaire adressée par le secrétaire de la chambre des arts et manufactures, aux industriels on tout genre.

Montréal, juillet 1871.

Monsieur,

Je suis chargé par la chambre des Arts et Manufactures, de vous informer qu'il y aura les 12, 13 14 et 15 Septembre prochain, à Qué-